

Lettre 2004 C/39

Bordereau d'envoi
de prescriptions de Service.

Adressé par M^e Cathala, Inspecteur Divisionnaire (1)

à M^e le Chef de Bureau du (1) Arr^t
(1^{er} au 10^e Arr^t)

N° de N^{re} 10359.

5.000 ex. in-4° carré bulle 56 gr. - 121 A - Imp. GENET (63404-2-38)

Nature des prescriptions	Numéros	Nombre	Collections auxquelles sont destinées ces prescriptions	Observations
Lettre S. N. C. F. (28 Juillet 1939)	2004 C/39	1-100 2-100 3-90 4-80 5-70 6-60 7-60 8-60 9-55 10-2	Collectionis complètes ↑ ne rien mettre au 10 ^e Arr ^t	
=				
Conduite à tenir par les Médecins de la S. N. C. F., appelés à donner les premiers soins aux voyageurs blessés dans l'enceinte du chemin de fer				Saisi, le 4 Août 1939 L. Inspecteur Divisionnaire

(2) Reçu et distribué les prescriptions susvisées.
Distribution effectuée sur l'Arrondissement.

A le
Se (1)

(1) Grade ou emploi.

(2) Biffer, suivant le cas, l'une ou l'autre des deux mentions.

Lettre SNCF - N° = 2004 1/89

Nombre d'exemplaires
reçus: 1100

Distribution faite
le 4-8-19 39

DISTRIBUTION

Arrondissement	Nombre d'exemplaires	Services	Nombre d'exemplaires	Lettre	
				B : C	
				ou	
				DR	
			sans D.L.	avec D.L.	
1er	100	S.T.	60	65	10 : 20
2ème	100	Service Entretien	5	7	I : 2
3ème	90	Architecturo	5	15	I : 5
4ème	80	Comptabilité	10	15	5 : 10
5ème	40	Terrains	4	4	I : 2
6ème	60	Personnel	10	20	10 : 10
7ème	60	Approvisionnement	45	55	10 : 10
8ème	60	Service Général	2	2	I : 2
9ème	55	M. GUASSON	2	2	I : I
10ème	2	M. St AMAND	3	3	I : I
		M. BRUS	15	15	
			161	271	41 : 60
CONTROLE			166	276	
Exploitation					
Traction					

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du
Personnel.

Paris, le 28 juillet 1939.

N° 2004 C/39

X

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,

La question a été posée de savoir quelle devait être la conduite à tenir par les Médecins de la S.N.C.F., requis par les Services pour donner les premiers soins d'urgence aux voyageurs blessés dans l'enceinte du chemin de fer, dans le cas où ils sont priés par ces voyageurs de continuer à les soigner.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à partir de ce moment ces Médecins doivent se considérer comme agissant à titre privé.

En particulier, les certificats prescrivant l'hospitalisation doivent être établis par les Médecins comme s'il s'agissait de malades de leur clientèle privée et non sur les formules administratives concernant l'hospitalisation de ces agents.

Le Directeur du Service Central du Personnel,
R. BARTH.

NOTA - Cette lettre doit avoir la répartition d'une Note Générale A de la Série Personnel, et doit, en outre, être distribuée à tous les Médecins de la S.N.C.F.